

terres, et d'une nouvelle polarisation sociale. L'apparition des koulaks, c'est-à-dire d'une bourgeoisie rurale est le résultat inéluctable de cette évolution.

Toutes les « Démocraties Populaires » européennes et la Chine sont actuellement aux prises avec ce problème. Une nouvelle phase de la lutte des classes est ouverte dans tous les pays qui détruit une fois de plus dans les faits la théorie d'un soi-disant régime intermédiaire entre le capitalisme et le socialisme, qui serait caractérisé par la co-direction du pouvoir politique par un bloc des classes, et la coexistence pacifique de celles-ci côte à côte.

En réalité, la révolution s'avère *permanente* et le nouveau pouvoir surgi de la victoire sur la bourgeoisie ne pourra nulle part se consolider sans la transcendance de la révolution en véritable révolution socialiste, collectivisant tous les moyens de production y compris la terre.

Dans toutes les « Démocraties Populaires » européennes et en Chine, le problème n° 1 aujourd'hui, après la réalisation de la réforme agraire, est celui de la *collectivisation de l'économie agricole*, le maintien de la production privée individuelle dans l'agriculture mettant en danger constant l'équilibre économique, social et politique du pays.

Les tentatives faites au début par les directions des différents partis communistes qui ont accédé au pouvoir pour masquer cette lutte inévitable, avec leurs illusions de pouvoir maintenir pendant longtemps une « démocratie populaire » de coexis-

tence pacifique entre le prolétariat, la paysannerie installée par la réforme agraire dans un statut de petits propriétaires individuels, et même la partie « patriotique » de la bourgeoisie, ont toutes lamentablement échoué devant l'incompatibilité des intérêts de classe et la ranimation inévitable de la lutte des classes qui en résulte. Le régime de « Démocratie Populaire » fut forcé de se reconnaître comme ne pouvant être qu'un régime de *dictature du prolétariat* qui se retourne non seulement contre les dernières positions de la bourgeoisie, mais aussi contre la petite et la moyenne paysannerie afin de la faire entrer dans la voie de la collectivisation.

Naturellement la possibilité de réaliser celle-ci est avant tout fonction des moyens économiques et non une question de coercition. On n'amènera pas les petits propriétaires paysans, par la force, à s'engager dans une collectivisation effective, qui maintient leur alliance avec le prolétariat, mais par une mécanisation accrue de l'économie agricole, la réduction du décalage entre les prix industriels et les prix agricoles, et par l'exemple donné grâce au développement de fermes collectives étatiques (Sovkhozés).

La phase intermédiaire sera franchie grâce au développement du mouvement coopératif dans les campagnes.

Les dirigeants des partis communistes au pouvoir dans les « Démocraties Populaires » européennes et en Chine reconnaissent actuellement théoriquement ces vérités, mais le décalage dans la pratique reste encore grand.